



## Conseil économique et social

Distr. générale  
19 février 2008  
Français  
Original : anglais/espagnol/français

---

### Reprise de la session d'organisation de 2008

29 et 30 avril 2008

Point 4 de l'ordre du jour

**Élections, présentation de candidatures,  
confirmation des candidatures et nominations**

### **Élection de neuf membres du Comité des droits économiques, sociaux et culturels : renseignements biographiques concernant les candidats**

#### **Note du Secrétaire général**

##### **Additif**

La procédure régissant l'élection des membres du Comité des droits économiques, sociaux et culturels, telle qu'elle a été établie par la résolution 1985/17 du Conseil économique et social, est décrite dans le document E/2008/9/Add.5. La liste des membres actuels du Comité figure en annexe au présent document.

Dans une note verbale datée du 12 novembre 2007, le Secrétaire général a invité les États parties au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels à présenter leurs candidats à l'élection au Comité dans les trois mois.

On trouvera dans l'annexe ci-après des renseignements biographiques sur les personnes dont les États parties au Pacte ont présenté la candidature.



## Annexe

### **Renseignements biographiques concernant les candidats à l'élection au Comité des droits économiques, sociaux et culturels<sup>a</sup>**

#### **M. Mohamed Ezzeldin Abdel-Moneim (Égypte)**

Date et lieu de naissance : 24 novembre 1944; Port-Saïd (Égypte)

Langues de travail : anglais, français, arabe

#### **Formation**

Doctorat de sciences politiques, Institut universitaire de hautes études internationales, Université de Genève (1979)

Licence de sciences politiques, faculté d'économie et de sciences politiques de l'Université du Caire (1966)

#### **Principales activités professionnelles**

Membre du Comité national égyptien de promotion du droit international humanitaire (1996-2004)

Conseiller du Président du Conseil national égyptien des droits de l'homme (2005)

Membre de la délégation aux consultations interrégionales de l'ONU consacrées aux politiques de protection sociale à Vienne (1982)

Ministre adjoint des affaires étrangères, chargé des affaires multilatérales (2002-2005)

Attaché économique à la Direction générale de la recherche économique du Département des affaires économiques (1966-1968)

Contribution au projet du bureau du Programme des Nations Unies pour le développement en Égypte relatif à la suite à donner au rapport national sur le développement humain (2005) et au projet du PNUD relatif à l'incorporation des objectifs du Millénaire pour le développement dans le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (2006)

Contribution à la rédaction de résolutions et autres textes relatifs aux droits de l'homme adoptés par des instances de débat multilatérales, dont l'ONU, le Mouvement des pays non alignés et l'Organisation de la Conférence islamique, 1994-2004

Membre de l'American Society of International Law (1987-1996)

Membre du Conseil d'administration du Centre d'études politiques de la faculté d'économie de l'Université du Caire (1996-2004)

---

<sup>a</sup> Les curriculum vitae complets des candidats peuvent être consultés sur le site Web du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et du secrétariat du Conseil économique et social.

Représentant suppléant auprès de l'Office des Nations Unies à Vienne, chargé des questions se rapportant aux réfugiés, aux droits des femmes, aux personnes âgées et à la prévention du crime, 1987-1991.

#### **Fonctions actuelles**

Maître de conférences sur le droit international et les organisations internationales à l'Université du canal de Suez

Maître de conférences sur les relations internationales à l'Université Al-Azhar

Chargé de cours sur le droit international relatif aux droits de l'homme dans le cadre du programme de renforcement des capacités en matière de droits de l'homme, du bureau du PNUD en Égypte (depuis 2006)

Chargé de cours sur les organisations internationales à la faculté d'économie de l'Université du Caire (depuis 1994)

Membre du Comité des droits économiques, sociaux et culturels de l'ONU (depuis 2005)

Membre du Comité égyptien des droits économiques, sociaux et culturels (depuis 2006)

Membre du Comité d'études économiques, juridiques et politiques du Conseil suprême de l'enseignement supérieur (depuis 2004)

Conseiller spécialisé auprès du Secrétaire général de la Ligue des États arabes (depuis 2005)

#### **Publications les plus récentes dans le domaine des droits économiques, sociaux et culturels**

« Areas of action for the South in the 21<sup>st</sup> century » et « The Global Environment and the Use of Economic Sanctions », Université du Witwatersrand 2001 et 2003, respectivement

« Six Pillars of Wisdom: Human Rights in the Arab Region », Forum de Doha sur la démocratie, le développement et le libre-échange, avril 2007

Contribution à la rédaction des minutes du Colloque international organisé à l'occasion du quatre-vingtième anniversaire de la Commission d'experts de l'Organisation internationale du Travail (OIT), OIT, Genève, 24-26 novembre 2006

« Current trends on the International Protection of Human Rights » et « The UN Human Rights Council and the International Machinery for the Protection of Economic, Social and Cultural Rights », Programme de renforcement des capacités en matière de droits de l'homme, 2007

« The Mandate of the National Council for Human Rights in the Promotion of Economic, Social and Cultural Rights », 2005; « Globalization and Economic Rights », organisations syndicales, 2007

**M<sup>me</sup> María del Rocío Barahona Riera (Costa Rica)**

Date et lieu de naissance : 26 octobre 1952; Cartago (Costa Rica)

Langues de travail : espagnol, anglais, italien courants; notions de français

**Formation**

Cours de doctorat en sciences politiques (études latino-américaines) à l'Université du Chili (1997)

Doctorat en droit international, Universités de Pérouse et de Rome (Italie) (1990)

Spécialisation en droit international, Université du Costa Rica (1986)

Maîtrise de droit, Université de Barcelone (Espagne) (1982)

Licence en sciences politiques et sociales, Université du Costa Rica (1978)

**Formation complémentaire**

Cours sur les droits de l'homme, Institut interaméricain des droits de l'homme (Costa Rica)

Formation relative au processus d'intégration de la Communauté européenne, Salzbourg (Autriche)

Cours sur les relations internationales à l'Institut de recherches sur les relations internationales de Florence (Italie)

Cours sur la mondialisation, les marchés et la technologie, Office des Nations Unies à Vienne

Séminaire international sur les femmes, l'éducation et les politiques sociales, Office des Nations Unies à Vienne

Diplôme de criminologie, Université Complutense de Madrid

Diplôme de l'École de jurisprudence de l'Université de Saragosse (Espagne)

**Fonctions actuelles**

Professeur de droit international et de droit relatif aux droits de l'homme dans diverses universités

**Publications**

Thèse : *El Parlamento Centramericano*, faculté latino-américaine des sciences sociales (Costa Rica)

Publications et articles sur des sujets liés aux droits de l'homme et aux droits économiques, sociaux et culturels

Articles relatifs à la vie politique internationale et nationale pour différentes revues et quotidiens

## **M. Zdzislaw Kedzia (Pologne)**

Date et lieu de naissance : 2 juillet 1943; Radom (Pologne)

Langues de travail : polonais (langue maternelle), anglais (courant), allemand (bonne maîtrise) et russe (connaissance pratique)

### **Formation**

1966 – Maîtrise de droit, Université Adam Mickiewicz, Poznań (Pologne)

1972 – Doctorat en droit, Université Adam Mickiewicz, Poznań (Pologne)

1980 – Doctorat d'État en droit – Institut d'études juridiques de l'Académie polonaise des sciences

1992 – Professeur émérite de droit – distinction académique conférée par le Président de la République

1996 – Professeur honoraire à l'Université de Hagen (Allemagne)

### **Principales activités professionnelles**

*Activités menées en qualité d'universitaire et d'expert*

Jusqu'en 2006 : Professeur à l'Institut d'études juridiques de l'Académie polonaise des sciences, membre du conseil scientifique de l'Institut

1989-1991 : Conseiller spécialisé auprès du Parlement polonais pour les questions relatives aux droits de l'homme et les questions constitutionnelles des droits de l'homme et des questions constitutionnelles aux tables rondes qui ont réuni le Gouvernement communiste et le mouvement d'opposition Solidarité en 1989

1987-1991 : Conseiller expert auprès du Président du Commissaire aux droits des citoyens

Administrateur de l'Institut du Fédéralisme de l'Université de Fribourg (Suisse) et de l'Institut du droit allemand et européen relatif aux partis politiques de l'Université de Düsseldorf (Allemagne)

Coordonnateur de projets de recherche sur les droits de l'homme dans des établissements universitaires polonais et étrangers

Chargé de cours dans des universités des pays suivants : Allemagne, Autriche, Brésil, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, France, Grèce, Italie, Japon, Norvège, Pays-Bas, Suède et Suisse

Chercheur dans le domaine des droits de l'homme à l'Institut Max Planck de droit public comparé et de droit international à Heidelberg (bourse de la Fondation Alexander von Humboldt) et à la faculté de droit de l'Université de Zürich (bourse d'enseignement)

Fondateur et rédacteur en chef de revues spécialisées sur la protection internationale des droits de l'homme

*Expérience acquise dans des organisations internationales*

2002-2005 : Chef du Service de la recherche et du droit au développement du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme à Genève

1999-2001 : Chef par intérim du Service des programmes et activités du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme à Genève

1994-1999 : Conseiller principal auprès du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme à Genève

*Expérience acquise dans le corps diplomatique*

1991-1994 : Ministre conseiller à la Mission permanente de la République de Pologne auprès de l'Office des Nations Unies à Genève

1991-1994 : Membre suppléant de la Commission européenne pour la démocratie par le droit (Commission de Venise)

1994 : Rapporteur de la Commission des droits de l'homme de l'ONU à sa quarante-neuvième session

1993 : Rapporteur général de la deuxième Conférence mondiale de Vienne sur les droits de l'homme

1993 : Représentant de la Pologne à la Troisième Commission de l'Assemblée générale

1992-1993 : Vice-Président du Comité spécial du Conseil de l'Europe chargé de préparer la Conférence mondiale sur les droits de l'homme

1992-1993 : Chef de la délégation polonaise aux quarante-septième et quarante-huitième sessions de la Commission des droits de l'homme

1991-1993 : Rapporteur du Comité préparatoire de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme

1990-1991 : Conseiller principal sur les droits de l'homme auprès du Ministre polonais des affaires étrangères

1990-1991 : Représentant de la Pologne au Comité directeur pour les droits de l'homme du Conseil de l'Europe

**Fonctions actuelles**

Depuis décembre 2005 : Professeur à la faculté de droit et d'administration de l'Université Adam Mickiewicz de Poznań (Pologne); matières enseignées : droit constitutionnel, droits de l'homme

Depuis octobre 2006 : Directeur national du Programme des Masters européens en droits de l'homme

## **M<sup>me</sup> Ismini Kriari-Catranis (Grèce)**

Date et lieu de naissance : 6 juin 1954; Le Pirée (Grèce)

Langues de travail : anglais, allemand (très bon niveau), français (bon niveau), italien (lu)

### **Formation**

1977 : Diplôme en droit de l'Université d'Athènes

1985 : Doctorat en droit public de l'Université Panteion d'Athènes. Sujet de thèse : Les institutions constitutionnelles chargées de la gestion des crises en droit grec et en droit comparé

Recherches postuniversitaires aux Universités de Vienne (1981), Giessen (1982), Sapienza-Rome (1991) et Bonn (1996)

Bourse d'études de l'Office allemand des échanges universitaires (DAAD) en 1998 (pour un projet de recherche sur le clonage) et en 2003 (pour un projet de recherche sur les biobanques)

### **Principales activités professionnelles**

Depuis 1979 : avocate au barreau d'Athènes

Conférencière en droit constitutionnel au Département d'administration publique de l'Université Panteion (1989-1996)

Maîtresse de conférences en droit constitutionnel au Département d'administration publique de l'Université Panteion (1996-2002)

Chargée de cours à l'Université Panteion (2002). Matières enseignées dans le cadre des premier, deuxième et troisième cycles :

- a) Droit constitutionnel;
- b) Technologie et droits de l'homme au Conseil de l'Europe;
- c) Protection internationale des droits de l'homme;
- d) Bioéthique et protection des droits de l'homme aux niveaux national et international;
- e) Droits de l'homme et intégration européenne.

Professeur associé à l'Université de Lüneburg (2003)

Depuis le 13 avril 2004, Secrétaire d'État au Ministère de l'éducation, chargée des écoles grecques à l'étranger et de l'éducation interculturelle. En tant que Secrétaire d'État, a conçu et supervisé les programmes pédagogiques du Ministère à l'intention des groupes vulnérables, dont les enfants roms, les enfants de la minorité musulmane, les enfants d'immigrés et les enfants grecs expatriés. Les programmes sont spécialement conçus pour répondre aux besoins pédagogiques de ces groupes, les aider à renforcer leurs capacités cognitives et relationnelles et faciliter leur intégration sociale.

Membre de comités de rédaction de textes législatifs au Ministère de la santé et au Conseil de l'Europe (2002-2005)

Présidente du comité de rédaction d'une loi portant création d'une école européenne à Heraklion (Crète)

Présidente du comité de rédaction d'une loi sur les écoles étrangères en Grèce

Chef de délégation au Conseil supérieur des écoles européennes (2004-2006)

Membre du conseil d'administration de l'Institut hellénique de la culture (2004-2006)

Membre du conseil d'administration de la Commission hellénique des droits de l'homme (2004-2006)

Membre du conseil d'administration de la Commission nationale hellénique pour l'UNESCO (2004-2006)

Membre du conseil d'administration du Centre d'étude et de développement de la culture grecque dans la région de la mer Noire (2004-2007)

Membre de la délégation grecque au Groupe de coopération internationale pour la recherche sur l'Holocauste, l'enseignement de ses réalités et la perpétuation de sa mémoire (2004-2006)

Membre du Comité de bioéthique du Saint-Synode de l'Église orthodoxe grecque (depuis 2000)

Présidente du Comité scientifique de bioéthique de l'Assemblée interparlementaire sur l'orthodoxie (depuis le 28 août 2001)

Membre fondateur de l'Association du droit de la santé et membre de son conseil d'administration (2004-2006).

Participation à plusieurs projets de recherche dans des centres de recherche en Grèce et dans d'autres pays européens, en tant que participante, partenaire et spécialiste confirmée

Participation à de nombreuses conférences et tables rondes nationales et internationales

### **Fonctions actuelles**

Maîtresse de conférences au Département d'administration publique de l'Université Panteion des sciences sociales et politiques

### **Publications**

Quatre livres et 30 articles sur le droit constitutionnel, le droit et la technologie et les droits de l'homme et les découvertes biomédicales

## **M. Sergei N. Martynov (Bélarus)**

Date et lieu de naissance : 22 février 1953; Leninkan (Arménie)

Langues de travail : anglais, russe, français

### **Formation**

1970-1975 : Institut d'État des relations internationales de Moscou (diplôme obtenu avec mention très bien)

### **Activités professionnelles**

1975-1980 : Département des organisations économiques internationales du Ministère des affaires étrangères (Organisation internationale du Travail, Communauté économique européenne)

1980-1988 : Assistant auprès du Ministre des affaires étrangères

1988-1991 : Directeur adjoint du Département des organisations internationales du Ministère des affaires étrangères (chargé des questions politiques, sociales et économiques)

1991-1992 : Représentant permanent adjoint de la République du Bélarus auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York (chargé des questions politiques, sociales et économiques)

1992-1993 : Chargé d'affaires de la République du Bélarus aux États-Unis d'Amérique

1993-1997 : Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République du Bélarus aux États-Unis d'Amérique

1997-2000 : Premier Vice-Ministre des affaires étrangères de la République du Bélarus (affaires politiques bilatérales et multilatérales, questions sociales et économiques)

2001-2003 : Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République du Bélarus en Belgique, Chef de la Mission de la République du Bélarus auprès des Communautés européennes, Chef de la Mission de la République du Bélarus auprès de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord

Depuis mars 2003 : Ministre des affaires étrangères de la République du Bélarus

### **Autre expérience professionnelle**

1991-1997 : Vice-Président de la Première Commission de l'Assemblée générale, Président du Groupe sur le désarmement nucléaire de la Commission du désarmement (à trois reprises), Vice-Président et Rapporteur de la Commission du désarmement (à plusieurs reprises)

1991 : Vice-Président de la Conférence d'amendement des États parties au Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau (de 1963)

1998 : Président de la Commission du désarmement

2000 : Président de la Conférence du désarmement (Genève)

### **Fonctions actuelles**

Ministre des affaires étrangères de la République du Bélarus depuis mars 2003

Membre du Comité des droits économiques, sociaux et culturels depuis 2001

### **Publications**

« The EU and Belarus: Time for a Fresh Start », article paru dans l'ouvrage intitulé « The EU and Belarus: Between Moscow and Brussels », publié en 2002 au Royaume-Uni par le Federal Trust, dont le but est d'éclairer le débat public sur les questions de gouvernance nationale, continentale et mondiale, p. 303 à 316

« Economic Reform for Creating an Independent State » (Des réformes économiques pour créer un État indépendant), Nikkan Kogyo Shimbun (hebdomadaire économique japonais), 4 septembre 2003

« In Step with Time. Or Better One Step Ahead » (Dans les temps, ou mieux encore avec un temps d'avance), Delo « East+West » (bulletin bélarussien d'études internationales), n° 6, 2003

« Belarus und seine Beziehungen zu den USA und der EU » (Le Bélarus et ses relations avec les États-Unis d'Amérique et l'Union européenne) Wostok. *Informationen aus dem Osten für den Westen* (revue allemande destinée au milieu des affaires et aux hauts fonctionnaires), n° 3, 2003

Articles parus dans des journaux et magazines nationaux et étrangers sur les problèmes relatifs au respect des droits sociaux et économiques des habitants de la région de la Communauté d'États indépendants, 2004-2007

### **Interventions publiques dans le domaine des droits économiques, sociaux et culturels**

Déclarations faites en novembre 2000 et février 2001 dans le cadre de deux conférences d'organisations non gouvernementales consacrées aux problèmes mondiaux en matière d'éducation et d'aide humanitaire, tenues à Iserlon (Allemagne)

Déclaration faite en qualité de membre du Conseil d'administration du Centre international pour l'éducation de Minsk à la conférence qui s'est tenue à Bruehl (Allemagne) en février 2002 sur le thème « Une nouvelle politique à l'égard du Bélarus »

Déclarations faites devant la délégation du Parlement européen pour les relations avec l'Ukraine, la Moldova et le Bélarus, dont le dernier en date (février 2003), était consacré aux conséquences socioéconomiques de la nouvelle initiative de voisinage de l'Union européenne pour les citoyens bélarussiens

Déclaration faite en décembre 2003 à la réunion du Conseil ministériel de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe tenue à Maastricht (Pays-Bas)

Déclaration faite en décembre 2004 à la réunion du Conseil ministériel de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe tenue à Sofia.

Déclaration faite en décembre 2006, en qualité de Président du Conseil des ministres des affaires étrangères de l'Organisation du Traité de sécurité collective,

à la réunion du Conseil ministériel de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe tenue à Bruxelles

Déclaration faite en septembre 2007 à la réunion ministérielle du Mouvement des pays non alignés sur les droits de l'homme et la diversité culturelle tenue à Téhéran

Déclarations faites de 2003 à 2007 aux sessions annuelles de l'Assemblée générale

**M. Jean-Pierre Mavungu Mvumbi-di-Ngoma  
(République démocratique du Congo)**

Date de naissance : 22 décembre 1956

**Formation**

1992 – Docteur en droit (option droit international public), Université de Fribourg (Suisse)

1987 – Diplômé de l'Institut universitaire des hautes études internationales de Genève

1980 – Diplômé de l'École nationale d'administration publique de Rabat (Maroc), licence en droit

1963-1976 – Études primaires et secondaires à Boma et Kimpese, Bas-Congo (République démocratique du Congo)

**Fonctions professionnelles**

*Fonctions académiques*

1995-2007 : Professeur à la faculté de droit de l'Université de Kinshasa, Chef de département honoraire, Département de droit international public et relations internationales

1997-2007 : Professeur à la faculté de droit de l'Université protestante au Congo, Chef du Département de droit public

1990-1995 : Assistant diplômé et chargé de cours à la faculté de droit de l'Université de Fribourg (Suisse)

*Matières enseignées*

Droit international public, organisations internationales, politique étrangère du Congo, droit international de l'espace

*Fonctions nationales*

1998-1999 et 2001 : Directeur de cabinet du Ministre des droits humains

2000-2001 : Administrateur à la REGIDESO

2002-2003 : Conseiller spécial du Ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale, coordonnateur de la dixième Conférence diplomatique

Membre des délégations congolaises à plusieurs conférences internationales tenues à Genève et New York

2003-2006 : Ambassadeur de la République démocratique du Congo auprès des Communautés européennes et du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (Groupe des États ACP) à Bruxelles

Membre et chef des délégations congolaises aux réunions ministérielles ACP et ACP-Union européenne à Bruxelles, Gaborone, Niamey et Port Moresby

Membre de la délégation congolaise à des réunions ministérielles commerciales à Bruxelles et Hong Kong

*Fonctions internationales*

2002-2006 : Juge ad hoc à la Cour internationale de justice de La Haye (Pays-Bas), dans l'affaire des activités armées sur le territoire du Congo (*RDC c. Rwanda*)

2005 : Coordonnateur régional des ambassadeurs d'Afrique centrale, Groupe des États ACP, Bruxelles

2006 : Membre de la troïka (Vice-Président), Groupe des États ACP, Bruxelles

**Publications principales**

*Le règlement judiciaire des différends interétatiques en Afrique*, thèse de doctorat, Éditions Universitaires, Fribourg (Suisse), 1992

*Les relations interafricaines*, Paris, CHEAM, La Documentation française, 1990

« Les rapports entre les droits de l'homme et le droit international humanitaire », *in Droits de l'homme et droit international humanitaire*, Université de Kinshasa, et Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme en République démocratique du Congo, Presses de l'Université de Kinshasa, 1999, p. 175 à 192

« Opinion individuelle », affaire des activités armées sur le territoire du Congo (nouvelle requête : 2002) (*RDC c. Rwanda*), Cour internationale de Justice, ordonnance du 10 juillet 2002, 19 p.

« Opinion dissidente », affaire des activités armées sur le territoire du Congo (nouvelle requête : 2002) (*RDC c. Rwanda*), Cour internationale de Justice, arrêt du 10 juillet 2002, 10 p.

« Les mécanismes universels de promotion et de protection des droits de l'homme », *in L'Adaptation de la législation congolaise aux normes internationales relatives aux droits de l'homme*, séminaire de formation à l'intention des parlementaires nationaux, Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme en République démocratique du Congo, juin 2007, 26 p.

« Le rôle de l'Union européenne dans le processus de démocratisation de la République démocratique du Congo », *in Participation et responsabilité des acteurs dans un contexte d'émergence démocratique en République démocratique du Congo*, Presses de l'Université de Kinshasa, 2007, p. 223 à 236.

## **M. Ariranga Govindasamy Pillay (Maurice)**

Date de naissance : 14 juin 1945

Langues de travail : anglais et français

### **Formation**

Royal College, Port-Louis (1957-1964)

London School of Economics, Londres (1966-1969)

Merton College, Oxford (Royaume-Uni) (1969-1971)

Lincoln's Inn, Londres (1972)

### **Diplômes et qualifications professionnelles**

Bachelor of Sciences en sciences économiques (mention honorable) – Londres (1969)

Bachelor of Arts (mention honorable) en jurisprudence – Oxford (Royaume-Uni) (1971)

Admission au barreau, Lincoln's Inn, Londres (1972)

### **Activités professionnelles, distinctions et prix à Maurice**

1972-1986 : Conseiller juridique auprès du parquet et du Ministère de la justice en tant que Crown Counsel, Senior Crown Counsel, Principal Crown Counsel, Assistant Solicitor-General et Parliamentary Counsel

1987-1996 : Puisne Judge et Senior Puisne Judge par intérim à la Cour suprême de Maurice

1994-1996 : Président du Council of Legal Education

1995-1996 : Membre de la Judicial and Legal Service Commission

1<sup>er</sup> mai 1996-13 juin 2007 : Président de la Cour suprême de Maurice et Président de la Judicial and Legal Service Commission

2002-2005 : Président par intérim de la République de Maurice pendant les courtes périodes où le Président et le Vice-Président se trouvaient à l'étranger en même temps

Juillet 2007 : Consultant juridique

1996 : Décoré du « Grand Order of the Star and Key of the Indian Ocean » (G.O.S.K.) par l'État mauricien

2002 : Professeur honoraire à l'Université de Maurice

« Honorary Freedom » de la ville de Port-Louis

2004 : Décoré de la médaille d'or de l'Association du barreau de Maurice

**Activités, postes et distinctions au niveau international**

A négocié des accords bilatéraux sur les services aériens et des accords de prêt au nom du Gouvernement mauricien

A représenté Maurice à des conférences et séminaires internationaux portant sur diverses questions (droits de l'homme, propriété intellectuelle, droit international, etc.)

A rédigé des rapports nationaux sur les droits de l'homme à l'intention du Comité des droits de l'homme et du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale

A présidé le jury de concours internationaux de débats juridiques sur les droits de l'homme

Membre du Comité des droits économiques, sociaux et culturels de l'ONU (depuis 1997)

Conseiller auprès du Conseil d'administration du Centre d'études africain sur les droits de l'homme et la démocratie (depuis 1998)

Membre de la Cour d'appel des Seychelles (1999-2003)

Membre honoraire de la Society for Advanced Legal Studies (Royaume-Uni) (depuis 2000)

Membre honoraire de la Lincoln's Inn (depuis 2001)

Expert en matière de droits de l'homme recruté à titre ponctuel par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, à Genève (depuis 2003)

Membre du Tribunal de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) (depuis 2005)

**Fonctions actuelles**

Consultant juridique

**M. Waleed M. Sa'di (Jordanie)**

Date de naissance : 19 novembre 1939

**Formation**

Bachelor of Arts en économie, Southern Methodist University, Dallas (États-Unis)

Doctorat en droit (J.D.), faculté de droit de l'Université de Chicago (États-Unis)

**Expérience professionnelle**

Diplomate à la Mission permanente de la Jordanie auprès de l'ONU, 1965-1969

Conseiller à l'ambassade de Jordanie à Washington, 1960-1970

Conseiller à l'ambassade de Jordanie à Moscou, 1970-1972

Ministre plénipotentiaire à l'ambassade de Jordanie à Londres, 1972-1974

Ministre plénipotentiaire à l'ambassade de Jordanie à Paris, 1974-1975

Ambassadeur auprès de l'Office des Nations Unies et d'autres organisations internationales, Genève, 1976-1980

Chef de la délégation jordanienne à la Conférence diplomatique sur la réaffirmation et le développement du droit international humanitaire applicable dans les conflits armés, 1976-1979

Chef du Département des organisations internationales du Ministère des affaires étrangères, 1981-1982

Membre de la Commission des droits de l'homme, 1976-1981

Vice-Président de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, 1978-1982

Président de la Commission des droits de l'homme, 1980-1981

Ambassadeur à Ankara, 1982-1986

Chroniqueur au *Jordan Times*, depuis 1988

Rédacteur en chef du *Jordan Times*, 1988-1990

Membre du Comité des droits de l'homme (droits civils et politiques), 1978-1982 et 1990-1994

Chef de la délégation jordanienne à la Conférence diplomatique de plénipotentiaires des Nations Unies sur la création d'une cour criminelle internationale (Rome), 1998

Président du Groupe de travail sur les crimes contre l'humanité à la Conférence de Rome, 1998

Conseiller auprès du Bureau du Prince héritier de Jordanie, 1997-1999

Chargé de cours à la faculté de droit de l'Université McGill, Montréal (Canada), 1997

Maître de conférences au Loyola College de Montréal (Canada), 1970-1971

Haut-Commissaire aux droits de l'homme au Centre national des droits de l'homme,  
Amman, 2003-2005

Conseiller sur les questions relatives aux droits de l'homme auprès du Ministère des  
affaires étrangères, Amman

**Publications**

*The Economic Theory in Islam*

\* \* \*

Membre du Comité des droits économiques, sociaux et culturels, depuis 1996

## **M. Nicolaas Jan Schrijver (Pays-Bas)**

Date et lieu de naissance : 21 mai 1954; Warmenhuizen (Pays-Bas)

Langues de travail : néerlandais (langue maternelle), anglais (courant), français (niveau moyen), allemand (niveau moyen), espagnol (lu)

### **Formation**

Doctorat en droit, faculté de droit de l'Université de Groningen (Pays-Bas). Thèse : *Sovereignty over Natural Resources: Balancing Rights and Duties in an Interdependent World*, xxiii et 481 pages, 2 mars 1995

Maîtrise en droit (LL.M), 18 août 1978

Licence en droit (LL.B.), faculté de droit de l'Université de Groningen, 30 juin 1974

Diplôme de troisième cycle, avec mention, en droit international et relations internationales, Université Aristote de Salonique (Grèce), août 1980

Académie de droit international de La Haye, 1980-1981

### **Fonctions actuelles**

Titulaire de la chaire de droit public international de l'Université de Leiden et du Centre Grotius pour les études juridiques internationales du Campus de La Haye de l'Université de Leiden

Président de la Société néerlandaise de droit international

Membre de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye

Membre de l'Équipe spéciale de haut niveau sur la mise en œuvre du droit au développement (composée de cinq personnes)

Membre associé de l'Institut de droit international (élu en 2007)

Membre du Conseil d'administration de l'Institut néerlandais des droits de l'homme

### **Autres activités professionnelles**

Est intervenu en qualité d'avocat devant la Cour internationale de Justice, le Tribunal international du droit de la mer et des tribunaux ad hoc du droit de la mer, et en qualité d'expert au Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements

Expérience au sein du système des Nations Unies, notamment en tant que juriste au Bureau du Conseiller juridique

Président du Comité sur le droit international du développement durable de l'Association de droit international (ADI), après en avoir été le Rapporteur général de 1994 à 2002, et Coprésident (avec M. Kamal Hossain du Bangladesh) du Groupe d'étude de l'ADI sur la réforme de l'ONU

Membre de la Commission permanente des droits de l'homme du Conseil consultatif sur les affaires internationales du Gouvernement néerlandais, notamment Président du Comité sur la coopération au développement axée sur les droits de l'homme

(2003) et du Comité sur la réforme de l'ONU, chargé d'examiner les propositions Annan (2005)

Important volume de publications, portant notamment sur des questions relatives aux droits économiques et sociaux

Membre du Comité consultatif sur les questions de droit international du Ministère néerlandais des affaires étrangères

Ancien Président et administrateur du Conseil universitaire pour le système des Nations Unies, New York/New Haven

Cofondateur et administrateur de la Société européenne de droit international

Professeur invité à l'Institut d'études sociales de La Haye, à l'Université libre de Bruxelles, à l'Institut de droit de l'Académie chinoise des sciences sociales de Beijing; et à l'Universiti Teknologi Mara de Kuala Lumpur

### **Publications choisies**

*The Evolution of Sustainable Development in International Law: Inception, Meaning and Status*, Martinus Nijhoff/Academie de droit international de Leiden/La Haye, 165 pages, à paraître au début de 2008

« Natural resource management and sustainable development », in T. G. Weiss and S. Daws (eds), *The Oxford Handbook of the United Nations*, Oxford University Press, Oxford, 2007, p. 592 à 610

« UNESCO's Role in the Development and Application of International Law: An Assessment », in A. A. Yusuf (ed.), *L'Action normative à l'UNESCO, volume I : Élaboration de règles internationales sur l'éducation, la science et la culture, essais à l'occasion du sixième anniversaire de l'UNESCO*, UNESCO, Paris, vol. I, 2007, p. 365 à 384

« The UN Human Rights Council: a new "society of the committed" or just old wine in new bottles? », in *Leiden Journal of International Law*, vol. 20 (2007), n° 4, p. 809 à 823

« Reforming the UN Security Council in Pursuance of Collective Security », in *Journal of Conflict & Security Law*, vol. 12 (2007), n° 1, p. 127 à 138.

« The Future of the Charter of the United Nations », in *Max Planck Yearbook of United Nations Law*, vol. 10 (2006), p. 1 à 34.

« Préoccupations relatives aux droits de l'homme dans les régimes actuels de sanctions ciblées du point de vue du droit international et européen », in *Renforcer les sanctions ciblées grâce à des procédures équitables et transparentes*, document A/60/887-S/2006/331 de l'ONU, daté du 14 juin 2006

*The United Nations of the Future. Globalisation with a Human Face*, ouvrage rédigé en collaboration avec MM. Van Genugten, Homan et De Waart, KIT Publishers, Amsterdam, 2006, 304 pages

*The Security Council and the Use of Force. Theory and Reality – A Need for Change?*, coédité avec N. M. Blokker, Martinus Nijhoff, Leiden, 2005, 308 pages

*International Law and Sustainable Development: Principles and Practice*, coédité avec Friedl Weiss, Martinus Nijhoff, Leiden, 2004, 712 pages

Article 2 (par. 4), in J-P. Cot/A. Pellet/M. Forteau (éd.), *La Charte des Nations Unies, Commentaire article par article*, Economica, Paris, 2005, 3<sup>e</sup> éd., pp. 437 à 467

The Changing Nature of State Sovereignty, in *British Year Book of International Law*, vol. 70 (1999), p. 65 à 98

*Sovereignty over Natural Resources: Balancing Rights and Duties*, Cambridge University Press, Cambridge, 1997, xxxi et 456 pages (réédité en livre de poche, 2008)

## **M. Marc Somda (Burkina Faso)**

Date et lieu de naissance : 1957; Varpwo/Niégo/Ioba (Burkina Faso)

Langues de travail : français, anglais

### **Formation**

1964-1970 : Certificat d'études primaires, école primaire de Niégo/Ioba

1970-1971 : Brevet d'études de l'enseignement du premier cycle, Petit séminaire de Nasso

Baccalauréat de l'enseignement du second degré

1971-1975 : Collège de Diébougou

1975-1979 : Collège de Tounouma

1979-1983 : Maîtrise en droit, École supérieure de droit de l'Université de Ouagadougou

1983-1985 : Diplôme du cycle d'études supérieures de l'École nationale d'administration et de magistrature (option diplomatie)

1988 : Certificat d'aptitude en droit du développement, Institut international de droit du développement, Rome

### **Activités professionnelles**

Novembre 2005-août 2006 : Conseiller auprès de la Commission nationale pour la francophonie du Ministère des affaires étrangères et de la coopération régionale, à Ouagadougou

Fonctions principales : initier, organiser et coordonner les rapports de partenariat des institutions gouvernementales et non gouvernementales en matière de francophonie; œuvrer à une meilleure connaissance et au rayonnement de la francophonie au Burkina Faso; assurer la préparation des sommets et des diverses réunions des instances de la francophonie; suivi de la mise en œuvre des décisions et recommandations des sommets.

Octobre 1999-novembre 2005 : Ministre conseiller et conseiller juridique près le Consulat général du Burkina Faso à Abidjan (République de Côte d'Ivoire).

Fonctions principales : problèmes et avis juridiques, assistance et conseils juridiques, règlement des conflits du travail, règlement des conflits intercommunautaires, des conflits entre les Burkinabé et les autorités administratives et coutumières ivoiriennes, tracasseries policières, gestion et organisation de la communauté burkinabé de Côte d'Ivoire, assistance et conseils juridiques aux détenus burkinabés dans les prisons et autres lieux de détention, supervision des dossiers de pension ou de rente et de leur transfert au Burkina Faso.

1995-1999 : Chef du service des avis juridiques de la Direction des affaires juridiques et consulaires du Ministère des affaires étrangères, Ouagadougou

Fonctions principales : négociation, rédaction, procédure de ratification des accords et traités internationaux, avis juridiques, droits de l'homme et droit international humanitaire, règlement des conflits entre les nationaux et les personnes bénéficiant

de privilèges et immunités diplomatiques, avis juridiques sur la reconnaissance des associations étrangères

1993-1995 : Chargé d'affaires par intérim de l'ambassade du Burkina Faso à Alger

Fonctions principales : gestion, entretien et promotion des relations bilatérales entre le Burkina Faso et l'Algérie

1990-1993 : Premier Conseiller à l'ambassade du Burkina Faso en Algérie

Fonctions principales : Premier collaborateur de l'Ambassadeur, protection des ressortissants burkinais en Algérie

1986-1990 : Chef de la division Europe-Amérique-Océanie de la Direction des affaires politiques du Ministère des affaires étrangères, Ouagadougou

Fonctions principales : promotion et entretien des relations entre le Burkina Faso et les pays de cette partie du monde, traitement des rapports des missions diplomatiques burkinaises accréditées dans ces pays

1985-1986 : Conseiller pour les affaires étrangères auprès de la Direction des affaires juridiques et consulaires du Ministère des affaires étrangères, Ouagadougou

Fonctions principales : négociation, rédaction et procédure de ratification des accords et traités internationaux, dossiers relatifs aux droits de l'homme

#### **Fonctions actuelles**

De septembre 2006 à ce jour : Conseiller technique de Madame la Ministre de la promotion des droits humains. Fonctions principales : étude et synthèse des dossiers relatifs aux questions relatives aux droits humains, tant au plan interne qu'au plan international, ou relevant de tout autre domaine confié par Madame la Ministre

Expert du Burkina Faso pour les travaux du Groupe de travail chargé d'élaborer un protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels

Chargé du dossier portant sur le concept de la pauvreté saisie par les droits humains dans le cadre de la lutte contre la pauvreté

Membre du Conseil national du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs

#### **Autres postes**

1996-1999 : Membre de la Commission nationale de lutte contre les discriminations

1997-1999 : Membre de la Commission mixte paritaire de délimitation des frontières Mali-Burkina, Bénin-Burkina, Niger-Burkina et Côte d'Ivoire-Burkina

1998-1999 : Membre de la Commission interministérielle chargée de proposer un système de défense des intérêts de l'État et de ses démembrements devant les instances juridictionnelles

1996-1999 : Membre de la Commission sur le projet de code des personnes et de la famille

Membre de la Commission électorale nationale indépendante pour les élections présidentielles de novembre 1998

1995-1999 : Enseignant vacataire à l'École nationale des régies financières, chargé de cours sur le droit civil

1995-1999 : Enseignant vacataire à l'École nationale de la police, chargé de cours sur les privilèges et les immunités diplomatiques

## **M. Devi Tabidze (Géorgie)**

Date et lieu de naissance : 25 mai 1963; Tbilissi

Langues de travail : géorgien (langue maternelle), russe, anglais

### **Formation**

Institut médical d'État de Tbilissi, 1982-1988

Docteur en médecine et professeur

### **Activités professionnelles**

Université d'État Javakishvili de Tbilissi, faculté des sciences sociales et politiques : cours d'introduction au droit de l'assistance sociale

Expert principal dans le domaine médico-social

International Master of Health Organization

Vice-Président de l'Association des sciences de la procréation

Expert international des droits de l'enfant et membre du groupe de travail des pays de la Communauté d'États indépendants au Conseil de l'Europe

Membre correspondant de l'Académie médico-sociale géorgienne

Membre du Comité d'experts sur l'amélioration de la situation des travailleurs à faible revenu (CS-LIW) du Conseil de l'Europe

### **Fonctions actuelles**

Directeur du Département de la protection sociale

### **Publications**

Trente-deux publications scientifiques et traductions de quatre documents : un document consultatif; une classification internationale concernant les enfants et les adolescents (relative au fonctionnement, au handicap et à la santé); un ouvrage relatif à la terminologie de la santé de la procréation; un manuel juridique destiné aux professionnels de la santé et de la protection sociale

## **M. Philippe Texier (France)**

Date et lieu de naissance : 24 mai 1941; Nîmes (France)

Langues de travail : français, espagnol, anglais

### **Formation**

Maîtrise de droit, Université de Montpellier, 1965

Deux certificats de sociologie, Université de Montpellier, 1963

Premier prix de droit civil, 1965

### **Activités professionnelles**

1966-1967 : Coopération technique en Colombie : attaché de la coopération technique à l'ambassade de France à Bogota; a donné un cours d'histoire des idées politiques à la Escuela Superior de Administración Pública

1967-197 : École nationale de la magistrature

1970-1971 : Juge d'instruction à Châlons-sur-Marne

1971-1972 : Adjoint au Procureur de la République à Marseille

1972-1977 : Juge d'instruction à Marseille

1978-1983 : Juge d'instruction à Paris

1977-1979 : Directeur de la division judiciaire de l'École nationale d'administration et de la magistrature du Cameroun

1983-1984 : Conseiller technique au Secrétariat d'État à la famille, à la population et aux travailleurs immigrés

1984-1985 : Vice-président du Tribunal de grande instance de Paris

1985-1988 : Président du Tribunal de grande instance de Melun

1988-1991 : Président du Tribunal de grande instance d'Évry

1988-1990 : Expert indépendant de la Commission des droits de l'homme pour Haïti

1991 : Directeur de la Division des droits de l'homme de la Mission d'observation des Nations Unies en El Salvador

1992-1996 : Président de chambre à la cour d'appel de Paris

1996 : Conseiller à la Cour de cassation (chambre sociale)

1976-1995 : Nombreuses missions relatives aux droits de l'homme en Amérique du Sud, en Amérique centrale, en Afrique et en Asie, en tant que consultant auprès du Centre des droits de l'homme des Nations Unies ou d'organisations non gouvernementales

1983-1987 : Représentant de la France au groupe de travail d'experts gouvernementaux chargé de la mise en œuvre du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels

1987-1995 : Expert au Comité des droits économiques, sociaux et culturels; mandat renouvelé pour quatre ans en 1988 puis en 1992; réélu en 1996, 2000 et en 2004

**Fonctions actuelle(s)**

Président du Comité des droits économiques, sociaux et culturels

Membre de la Commission nationale consultative des droits de l'homme

**Publications**

Nombreux articles de caractère juridique ou portant sur les droits de l'homme

**M. Zhan Daode (République populaire de Chine)**

Date de naissance : 1<sup>er</sup> juillet 1938

Langues de travail : chinois, anglais

**Formation**

1958-63 : Licence d'anglais, faculté d'anglais de l'Université de Xiamen

**Activités professionnelles**

2007 : Trente-huitième et trente-neuvième sessions du Comité des droits économiques, sociaux et culturels

2005 : Représentant de la délégation chinoise à la deuxième table ronde d'experts sur la République islamique d'Iran organisée à Téhéran par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, dans le cadre du Pacte de Paris

2004 : Représentant de la délégation chinoise au séminaire sur l'immigration transfrontière organisé à Istanbul par la Commission européenne

2004 : Conseiller spécial de la délégation chinoise aux consultations régionales asiatiques sur l'Initiative de Berne tenues en Chine

1991-1992 : Membre suppléant de la délégation chinoise aux quarante-troisième et quarante-quatrième sessions de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités

1991 : Première réunion préparatoire à la Conférence mondiale de Vienne sur les droits de l'homme

1990 : Atelier sur le Cadre de coopération régionale en matière de promotion et de protection des droits de l'homme pour l'Asie et le Pacifique tenu à Manille

1990-1993 : Représentant adjoint de la Chine aux quarante-sixième, quarante-septième, quarante-huitième et quarante-neuvième sessions de la Commission des droits de l'homme

**Fonctions actuelles**

Depuis 2006 : Membre du Comité des droits économiques, sociaux et culturels

Depuis 2001 : Membre du Conseil de l'Association de la Chine pour les Nations Unies